

ACADÉMIE CATHOLIQUE DE FRANCE, *La doctrine sociale de l'Église face aux mutations de la société*, textes réunis par J.-Y. Naudet, Paris, Parole et Silence, 2018, 265 p.

ACADÉMIE CATHOLIQUE DE FRANCE, *Actualiser la pensée sociale de l'Église. Propositions*, sous la dir. de P. Capelle-Dumont, Paris, Parole et Silence, 2018, 122 p.

Le lecteur se souvient qu'en 1999 déjà, vingt ans après la relance voulue par le pape Jean Paul II dans son discours de Puebla à l'Assemblée générale de l'épiscopat latino-américain en janvier 1979, le P. Jean-Yves Calvez s'attelait à discerner les points aveugles de la doctrine sociale de l'Église, s'employant alors à relever ce qui manque, à repérer les questions mal résolues et à esquisser des réponses au tournant du millénaire (*Les silences de la doctrine sociale de l'Église*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1999, p. 8). À nouveau, quelques vingt années plus tard, l'Académie catholique de France s'attèle à rouvrir les débats de manière originale, en publiant tout d'abord des contributions réunies par J.-Y. Naudet. On y retrouve

## Recensions

presque toutes les thématiques abordées en son temps par le jésuite, spécialiste de la doctrine sociale de l'Église : subsidiarité, démocratie, corps intermédiaires, droits de l'homme, travail, économie, finance, écologie, migrations, etc. Cela ne signifie pas pour autant que les questions n'ont pas été traitées depuis, mais qu'elles appellent de nouveaux développements en raison du contexte sans cesse renouvelé dans lequel la doctrine sociale s'inscrit et se déploie. Face aux mutations de la société qu'il est possible d'observer, la réflexion requiert d'ajuster les réponses pour « témoigner de la force extraordinairement opérante que [le message évangélique] garantit à ceux qui cherchent à promouvoir, pour reprendre la formule de Paul Ricœur, "une vie bonne, avec et pour autrui, dans des institutions justes" », comme le rappelle Philippe Capelle-Dumont dans sa préface (p. 8). L'ouvrage est structuré en deux grandes parties : 1. Les nouvelles problématiques anthropologiques et politiques ; 2. Les nouvelles problématiques socio-économiques. Pour ne pas courir le risque de figer le propos, mais pour mieux en souligner la dynamique, le choix éditorial est de confier chacune des thématiques à un auteur, auquel est adjoint un discutant. Auteurs et discutants sont issus de grandes institutions académiques. Qu'on en juge : Chantal Delsol et Emmanuel Gabellieri ; Bernard Bourdin et Frédéric Louzeau ; Jean-Pierre Machelon et Yvonne Flour ; Michel Bon et Baudoin Roger ; Pierre-Yves Gomez et Jacques Bichot ; Pierre de Lauzun et J. Guido Hülsmann ; Bernard Saugier et Fabien Revol ; Gérard-François Dumont et Jean-Didier Lecaillon. Seules les contributions du cardinal Peter Turkson, président du dicastère pour le service du développement humain intégral, sur la thématique de l'enseignement social de l'Église et les mutations dans la société, et de M<sup>gr</sup> Marcelo Sánchez Sorando, chancelier des académies pontificales des Sciences et des Sciences sociales, sur la thématique des nouvelles formes d'esclavage n'ont pas de discutant.

Le deuxième ouvrage reprend sur un autre registre huit thèmes abordés dans le premier, dont il veut prolonger les conclusions : le déclin des corps intermédiaires ; la question théologico-politique dans les démocraties post-séculières ; les « droits de l'homme » ; les mutations du monde de l'entreprise et du travail ; la financiarisation de l'économie et les pratiques d'endettement généralisées ; les nouveaux mouvements migratoires ; la crise écologique ; les nouvelles formes d'esclavage. Les propositions pour actualiser la pensée sociale de l'Église se veulent concrètes et lisibles. Il est peut-être fait un usage un peu trop marqué des caractères gras, y compris pour les résumés de propositions.

Il s'avère à la lecture de l'ensemble que les questions sont autant à débattre que les réponses ou les solutions à envisager. Il est à noter que dans les binômes constitués pour l'occasion (1<sup>er</sup> ouvrage) ne figure aucun membre du CERAS (Centre d'étude et de recherche en action sociale) —

qui a pourtant animé pendant de nombreuses années la faculté de sciences sociales et économiques de l'Institut catholique de Paris. La vitalité du centre jésuite, via la revue *Projets* et l'engagement au sein des Semaines sociales de France, aurait heureusement complété l'approche plurielle des questions, notamment sur celles des migrations, du travail ou de justice sociale. Il en va de ce que Jean-Yves Calvez qualifiait d'*universalité de dialogue* : « [L'Église] ne saurait viser une universalité que je dirais d'imposition — et se scandaliser quand l'universalité n'est pas concrètement acquise —, elle doit viser une universalité "de dialogue" : avoir confiance et dire sa confiance que le dialogue peut conduire à la réalisation de cette universalité. Étant entendu que les formules traduisant les orientations qu'elle pense universelles peuvent être amendées, ou affinées, rendues plus intelligibles, à travers ce dialogue justement » (*op. cit.*, p. 130). La pluralité ecclésiale au service de l'universalité humaine.

Marc FEIX